



# Mauna Kea Technologies

Société anonyme au capital de 357.277,80 €  
Siège social : 9, rue d'Enghien, 75010 Paris  
RCS PARIS 431 268 028

## NOTE D'OPÉRATION

### Mise à la disposition du public à l'occasion :

- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris des actions existantes composant le capital de la société Mauna Kea Technologies, et
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France et d'un placement global principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, de 3.286.385 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public pouvant être portée à un maximum de 4.346.243 actions nouvelles (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) et de leur admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

**Fourchette indicative du prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :  
entre 10,65 euros et 13 euros par action.**

Le prix pourra être fixé en dessous de 10,65 euros par action.

En cas de modification de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix susvisée ou de fixation du prix au-dessus de 13 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant au moins 2 jours de bourse



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS

### *Visa de l'Autorité des marchés financiers*

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et notamment des articles 211-1 à 216-1 de son Règlement général, l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») a apposé le visa n° 11-236 en date du 20 juin 2011 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié « si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes ». Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») visé par l'AMF est constitué :

- du document de base de Mauna Kea Technologies enregistré par l'AMF le 6 juin 2011 sous le numéro I.11-035 (le « **Document de Base** ») ;
- de la présente note d'opération ; et
- du résumé du Prospectus (inclus dans la note d'opération).

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de Mauna Kea Technologies, 9, rue d'Enghien, 75010 Paris, France et auprès des établissements financiers ci-dessous. Le Prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de Mauna Kea Technologies ([www.maunakeatech.com](http://www.maunakeatech.com)) et de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).



Chef de File et Teneur de Livre  
Société Générale Corporate & Investment Banking



co-Chef de File  
Dexia



co-Chef de File  
Gilbert Dupont



Conseil de la Société  
Allegra Finance

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PERSONNES RESPONSABLES.....</b>	<b>15</b>
1.1	RESPONSABLE DU PROSPECTUS .....	15
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS .....	15
1.3	RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE .....	15
<b>2</b>	<b>FACTEURS DE RISQUE LIÉS À L'OFFRE.....</b>	<b>16</b>
2.1	LES ACTIONS DE LA SOCIETE N'ONT PAS ETE PREALABLEMENT COTEES ET SONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DE MARCHÉ.....	16
2.2	LA CESSION D'UN NOMBRE IMPORTANT D' ACTIONS DE LA SOCIETE POURRAIT AVOIR UN IMPACT SIGNIFICATIF SUR LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIETE .....	16
2.3	LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIETE EST SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTE PAR UNE VOLATILITE IMPORTANTE.....	16
2.4	LA NON-SIGNATURE OU LA RESILIATION DU CONTRAT DE GARANTIE ENTRAINDERAIT L'ANNULATION DE L'OFFRE .....	17
2.5	LA POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES DE LA SOCIETE.....	17
<b>3</b>	<b>INFORMATIONS DE BASE.....</b>	<b>18</b>
3.1	DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET .....	18
3.2	CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT CONSOLIDES .....	18
3.3	INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE .....	19
3.4	RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION PREVUE DU PRODUIT NET DE L'OPERATION .....	19
<b>4</b>	<b>INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION.....</b>	<b>20</b>
4.1	NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION .....	20
4.2	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS .....	21
4.3	FORME ET INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS DE LA SOCIETE .....	21
4.4	DEVISE DANS LAQUELLE L' AUGMENTATION DE CAPITAL A LIEU .....	21
4.5	DROITS ATTACHES AUX ACTIONS.....	21
4.6	AUTORISATIONS .....	22
4.7	DATE PREVUE DE REGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS .....	26
4.8	RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS DE LA SOCIETE .....	26
4.9	REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES .....	26
4.9.1	<i>Offre publique obligatoire .....</i>	27
4.9.2	<i>Offre publique de retrait et retrait obligatoire.....</i>	27
4.10	OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS .....	27
4.11	RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSES A DES NON-RESIDENTS FISCAUX FRANÇAIS ...	27
<b>5</b>	<b>CONDITIONS DE L'OFFRE.....</b>	<b>29</b>
5.1	CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DE SOUSCRIPTION .....	29
5.1.1	<i>Conditions de l'Offre .....</i>	29
5.1.2	<i>Montant de l'Offre .....</i>	30
5.1.3	<i>Procédure et période de l'Offre.....</i>	30
5.1.3.1	Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert .....	30
5.1.3.2	Caractéristiques principales du Placement Global .....	33
5.1.4	<i>Révocation ou suspension de l'Offre.....</i>	33
5.1.5	<i>Réduction des ordres.....</i>	34
5.1.6	<i>Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre.....</i>	34

5.1.7	<i>Révocation des ordres.....</i>	34
5.1.8	<i>Versements des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes .....</i>	34
5.1.9	<i>Publication des résultats de l'Offre .....</i>	34
5.1.10	<i>Droits préférentiels de souscription.....</i>	35
5.2	<b>PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES .....</b>	35
5.2.1	<i>Catégorie d'investisseurs potentiels – Pays dans lesquels l'offre sera ouverte – Restrictions applicables à l'Offre.....</i>	35
5.2.1.1	<i>Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte .....</i>	35
5.2.1.2	<i>Restrictions applicables à l'Offre.....</i>	35
5.2.2	<i>Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre de souscription de plus de 5 %.....</i>	38
5.2.3	<i>Information pré-allocation.....</i>	38
5.2.4	<i>Notification aux souscripteurs .....</i>	38
5.2.5	<i>Clause d'extension .....</i>	39
5.2.6	<i>Option de Surallocation.....</i>	39
5.3	<b>FIXATION DU PRIX .....</b>	39
5.3.1	<i>Méthode de fixation du prix .....</i>	39
5.3.1.1	<i>Prix des Actions Offertes.....</i>	39
5.3.1.2	<i>Éléments d'appréciation de la fourchette de prix .....</i>	40
5.3.2	<i>Procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre .....</i>	41
5.3.2.1	<i>Date de fixation du Prix de l'Offre .....</i>	41
5.3.2.2	<i>Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes.....</i>	41
5.3.2.3	<i>Modification de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes .....</i>	41
5.3.2.4	<i>Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre .....</i>	42
5.3.2.5	<i>Modifications significatives des modalités de l'Offre.....</i>	42
5.3.3	<i>Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription.....</i>	42
5.3.4	<i>Disparité de prix .....</i>	42
5.4	<b>PLACEMENT ET GARANTIE .....</b>	43
5.4.1	<i>Coordonnées des établissements financiers introducteurs .....</i>	43
5.4.2	<i>Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres, du service financier et dépositaire .....</i>	44
5.4.3	<i>Garantie.....</i>	44
5.4.4	<i>Engagements de conservation.....</i>	44
5.4.5	<i>Dates de signature du Contrat de Garantie et de règlement-livraison des Actions Offertes ..</i>	44
<b>6</b>	<b>ADMISSION À LA NÉGOCIATION ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION.....</b>	<b>45</b>
6.1	<i>ADMISSION AUX NEGOCIATIONS.....</i>	45
6.2	<i>PLACE DE COTATION.....</i>	45
6.3	<i>OFFRE CONCOMITANTE D' ACTIONS .....</i>	45
6.4	<i>CONTRAT DE LIQUIDITE .....</i>	45
6.5	<i>STABILISATION .....</i>	45
<b>7</b>	<b>DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE .....</b>	<b>47</b>
7.1	<i>PERSONNES OU ENTITES SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE.....</i>	47
7.2	<i>NOMBRE ET CATEGORIE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE.....</i>	47
7.3	<i>ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES .....</i>	47
<b>8</b>	<b>DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE.....</b>	<b>49</b>
<b>9</b>	<b>DILUTION .....</b>	<b>50</b>

9.1	IMPACT DE L'EMISSION D' ACTIONS NOUVELLES SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DE LA SOCIETE.....	50
9.2	MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'EMISSION D' ACTIONS NOUVELLES .....	50
9.3	REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE .....	51
<b>10</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>52</b>
10.1	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OPERATION.....	52
10.2	AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	52
10.3	RAPPORT D'EXPERT .....	52
10.4	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE .....	52
<b>11</b>	<b>MISE A JOUR DE L'INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE.....</b>	<b>53</b>
11.1	EVENEMENTS RECENTS.....	53
11.2	ERRATUM .....	53

## NOTES

### Définitions

Dans la présente note d'opération, et sauf indication contraire :

- Le terme « Mauna Kea Technologies » ou la « Société » renvoie à la société Mauna Kea Technologies S.A. ;
- Le terme « Mauna Kea Technologies Inc.» ou la « Filiale » renvoie à la filiale américaine Mauna Kea Technologies Inc. détenue à 100% par Mauna Kea Technologies S.A.;
- Le terme « Groupe » renvoie à Mauna Kea Technologies S.A. et sa filiale.

*Le Prospectus contient des déclarations prospectives et des informations sur les objectifs du Groupe qui sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « estimer », « considérer », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « souhaite » et « pourrait ». Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Les déclarations prospectives et les objectifs figurant dans le Prospectus peuvent être affectés par des risques connus et inconnus, des incertitudes liées notamment à l'environnement réglementaire, économique, financier et concurrentiel, et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Des précisions sur ces facteurs de risque et d'incertitude sont notamment données au chapitre 4 du Document de Base. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers du Groupe ou ses objectifs. Par ailleurs, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société, pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.*

*Le Prospectus contient également des informations relatives aux marchés et aux parts de marché du Groupe et de ses concurrents, ainsi qu'à son positionnement concurrentiel. Ces informations proviennent notamment d'études réalisées par des sources extérieures. Toutefois, les informations publiquement disponibles, que la Société considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et la Société ne peut pas garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats.*

*Pour la bonne compréhension du lecteur, le Prospectus comporte un glossaire - présenté au chapitre 25 du Document de Base.*

*Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 4 du Document de Base et à la section 2 de la présente note d'opération avant de prendre leur décision d'investissement. La concrétisation d'un ou plusieurs de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, le patrimoine, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe, ainsi que sur le prix de marché des actions de la Société une fois celles-ci admises aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.*

**RÉSUMÉ DU PROSPECTUS**  
**Visa n° 11-236 en date du 20 juin 2011 de l'AMF**

**Avertissement au lecteur**

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du Règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus.

**A. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR**

**Dénomination sociale, secteur d'activité et nationalité**

Mauna Kea Technologies est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit français qui opère dans le secteur des technologies médicales.

**Aperçu des activités**

Créée en 2000, Mauna Kea Technologies est la seule société au monde à concevoir, développer et commercialiser des équipements miniaturisés d'endomicroscopie par minisonde, permettant de visualiser directement dans le corps humain les tissus à l'échelle cellulaire pour diagnostiquer les cancers, notamment dans les systèmes gastro-intestinaux et pulmonaires. Les équipements développés par le Groupe ont vocation à apporter au médecin, en temps réel, l'information microscopique qui est la plus pertinente pour la caractérisation du tissu. Cette information permet aux praticiens d'optimiser leurs gestes, en particulier la prise de biopsies, dont le nombre est susceptible de décroître significativement.

Pendant plus de dix ans, le Groupe, fort d'une équipe pluridisciplinaire de 70 collaborateurs, a développé une technologie unique afin de mettre au point le plus petit microscope flexible du monde appelé Cellvizio® et obtenu sa validation clinique en France et aux Etats-Unis. Le Cellvizio® a obtenu l'approbation des autorités de santé en Europe (CE) et aux Etats-Unis (FDA), permettant une commercialisation dans plus de 40 pays.

Avec une base installée de plus de 180 équipements dans plus de 20 pays, le Cellvizio® a été conçu pour s'intégrer dans (et non se substituer à) la quasi-totalité des équipements d'endoscopie standards du marché : les minisondes, connectées à l'équipement Cellvizio, sont introduites dans les endoscopes déjà présents dans les hôpitaux, comme tout outil endoscopique standard (pince à biopsie, anse de résection, scalpel endoscopique, etc). L'utilisation du Cellvizio permet d'améliorer le diagnostic des patients et, en orientant plus rapidement les patients vers un traitement approprié ou en évitant des traitements lourds à des patients qui n'en ont pas besoin, de contribuer à une réduction sensible des dépenses de santé. Mauna Kea Technologies a réalisé depuis sa création un chiffre d'affaires cumulé supérieur à 18 millions d'euros.

## Informations financières sélectionnées (normes IFRS)

- Bilan consolidé simplifié**

Données consolidées (auditées) (En €)	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
<b>Actifs non courants</b>	<b>2 738 172</b>	<b>2 309 172</b>	<b>1 855 766</b>
<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	<i>1 975 407</i>	<i>1 449 480</i>	<i>1 345 597</i>
<i>Dont immobilisations corporelles</i>	<i>701 074</i>	<i>797 108</i>	<i>457 782</i>
<i>Dont actifs financiers non courants</i>	<i>61 691</i>	<i>62 584</i>	<i>52 387</i>
<b>Actifs courants</b>	<b>9 198 865</b>	<b>12 139 897</b>	<b>17 503 600</b>
<i>Dont trésorerie et équivalent de trésorerie</i>	<i>6 322 555</i>	<i>8 063 601</i>	<i>12 985 467</i>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>11 937 036</b>	<b>14 449 068</b>	<b>19 359 365</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>6 862 279</b>	<b>10 414 321</b>	<b>14 601 194</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>2 733 650</b>	<b>1 662 325</b>	<b>1 472 540</b>
<i>Dont dettes à long terme</i>	<i>2 468 946</i>	<i>1 358 498</i>	<i>1 316 648</i>
<b>Passifs courants</b>	<b>2 341 107</b>	<b>2 372 422</b>	<b>3 285 634</b>
<i>Dont emprunts et dettes financières à court terme</i>	<i>323 875</i>		<i>597 100</i>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>11 937 036</b>	<b>14 449 068</b>	<b>19 359 365</b>

- Compte de résultat consolidé simplifié**

Données consolidées (auditées) (En €)	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
Total produits	<b>5 730 400</b>	<b>5 476 910</b>	<b>4 310 043</b>
<i>Dont chiffre d'affaires</i>	<i>4 049 478</i>	<i>4 055 407</i>	<i>3 021 910</i>
Charges opérationnelles	-9 721 684	-10 433 820	-10 213 436
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-3 991 284</b>	<b>-4 956 910</b>	<b>-5 903 393</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-3 889 560</b>	<b>-4 669 144</b>	<b>-5 609 940</b>
Autres éléments du résultat global	-23 002	-8 360	-32 654
<b>Résultat global</b>	<b>-3 915 510</b>	<b>-4 679 093</b>	<b>-5 644 287</b>

- Tableaux de flux de trésorerie consolidés simplifiés**

Données consolidées (auditées) (En €)	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois	Exercice 2008 12 mois
Capacité d'autofinancement	-3 391 170	-3 800 339	-5 245 098
Impôts versés	-1 589	-1 693	-1 135
Variation du BFR	892 260	11 224	-361 388
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>-2 500 499</b>	<b>-3 790 808</b>	<b>-5 607 621</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>-806 887</b>	<b>-804 094</b>	<b>-525 596</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>1 566 027</b>	<b>-326 803</b>	<b>8 987 918</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-1 741 046</b>	<b>-4 921 866</b>	<b>2 854 725</b>

## Capitaux propres et endettement

(en euros / non audité)	30 avril 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 975 060
Dettes courantes	255 547
<b>Endettement financier net - part courante (A)</b>	<b>(3 719 513)</b>
Dettes non courantes	2 450 786
<b>Endettement financier net - part non courante (B)</b>	<b>2 450 786</b>
<b>Endettement financier net (A) + (B)</b>	<b>(1 268 727)</b>
Capital social	357 278
Réserve légale	-
Autres réserves	6 514 122
<b>Capitaux propres consolidés part groupe au 30 avril 2011 (1)</b>	<b>6 871 400</b>

(1) Hors résultat consolidé du Groupe pour l'exercice 2011.

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant de l'endettement financier net à moyen et long terme et le montant des capitaux propres hors résultat de la période n'est intervenu depuis le 30 avril 2011.

### Déclaration sur le fonds de roulement

La Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net consolidé du Groupe est suffisant (c'est-à-dire qu'il a accès à des ressources de trésorerie et de liquidité suffisantes) au regard de ses obligations au cours des 12 prochains mois à compter de la date de visa sur le Prospectus.

Cette déclaration est donnée avant réalisation de l'augmentation de capital décrite dans la présente note d'opération.

### Résumé des principaux facteurs de risques propres au Groupe et à son activité

Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les risques décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base et à la section 2 de la note d'opération, et notamment les risques suivants :

- Risques relatifs au marché sur lequel intervient le Groupe : existence de technologies alternatives et apparition éventuelle de nouvelles technologies concurrentes ; concurrence de sociétés de taille très significative ; difficultés liées aux éventuelles opérations de croissance externe ;
- Risques liés au déploiement commercial du Groupe : incertitude liée à l'adhésion des professionnels à la technologie de rupture du Groupe ; capacité à commercialiser ses produits sur de nouveaux marchés ; conditions de remboursement des procédures endomicroscopiques réalisées avec les produits du Groupe ; capacité à recruter et fidéliser les forces de ventes directes et indirectes dans des délais ou à des conditions compatibles avec son expansion ; incertitude des délais de réalisation et des résultats d'études cliniques futures ;
- Risques liés à la propriété intellectuelle : la protection par les brevets et autres droits de propriété intellectuelle présente des limites ; dépendance éventuelle d'une partie de l'activité du Groupe vis-à-vis de technologies appartenant à des tiers ; risque d'actions en contrefaçon ;
- Risques liés au processus de fabrication : dépendance vis-à-vis d'un partenaire unique pour la fourniture d'un composant important ; dépendance vis-à-vis de tiers pour la fabrication des produits ;
- Risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du fait des produits ;
- Risques liés à la garantie accordée sur les produits vendus par le Groupe ;
- Risques liés à l'organisation de la Société : dépendance vis-à-vis d'hommes clés ; gestion de la croissance interne du Groupe ;



- Risques financiers : pertes prévisionnelles ; besoins futurs en capitaux et financements complémentaires incertains (la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés insérée au chapitre 20.1 du Document de Base détaille l'information relative à l'absence de risque de liquidité à fin juin 2012 ainsi que les mesures envisagées au delà de cet horizon ; le rapport d'audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés comprend une observation relative aux besoins de financement de la Société, reproduite à la section 1.2 de la présente note d'opération et qui renvoie à la note 3.1 susvisée) ;
- Risques juridiques : évolution éventuelle de l'environnement réglementaire ; respect de la réglementation par les fournisseurs et sous-traitants de la Société.

## Évolution récente de la situation financière et perspectives

La Société ne communique pas de prévisions ni d'estimations de bénéfice.

## B. INFORMATIONS CONCERNANT L'OFFRE

### Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit net de l'opération

L'émission d'actions nouvelles et l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris (« **Euronext** ») sont destinées à fournir à la Société des moyens supplémentaires pour financer ses opérations et plus particulièrement, quel que soit le produit net de l'Offre :

- à titre principal, la stratégie commerciale de la Société qui entend accélérer de manière significative le déploiement de son réseau commercial afin d'adresser le marché global des hôpitaux et cliniques privées ;
- de nouveaux essais cliniques visant à valider le recours aux produits existants de la Société pour de nouvelles pathologies, soit dans le domaine de la gastro-entérologie, soit dans d'autres domaines tels que la pneumologie ou l'urologie, ainsi que les futurs produits de la Société ; et
- la poursuite des efforts d'innovation de la Société.

Le cas échéant, une partie des fonds pourrait par ailleurs permettre à la Société d'acquérir d'autres technologies innovantes qui pourraient venir compléter son offre dans le futur.

### Nature et nombre des titres dont l'admission est demandée et des titres offerts

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur Euronext est demandée sont :

- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 8.931.945 actions de quatre cents d'euro (0,04 €) chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégories (les « **Actions Existantes** ») ;
- 3.286.385 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 3.779.342 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension (ensemble, les « **Actions Nouvelles** ») et porté à un maximum de 4.346.243 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** ») précisées ci-après. Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires sont définies conjointement comme les « **Actions Offertes** ».

### Clause d'Extension

un maximum de 492.957 actions nouvelles (la « **Clause d'Extension** »).

<b>Option de Surallocation</b>	<p>un maximum de 566.901 actions nouvelles (l'« <b>Option de Surallocation</b> »).</p> <p>Exercable par le Chef de File et Teneur de Livre, agissant en son nom et au nom et pour le compte des co-Chefs de file du 5 juillet au 3 août 2011.</p>
<b>Structure de l'Offre</b>	<p>Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« <b>Offre</b> »), comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« <b>Offre à Prix Ouvert</b> » ou l'« <b>OPO</b> ») ;</li> <li>- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « <b>Placement Global</b> ») comportant un placement en France et un placement privé international dans certains pays, en dehors des Etats-Unis d'Amérique.</li> </ul> <p>Si la demande dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans ce cadre sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation.</p>
<b>Fourchette indicative de prix</b>	<p>Entre 10,65 et 13 euros par action (le « <b>Prix de l'Offre</b> »).</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette. En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse signalant cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette indicative de prix pourra être modifiée à la baisse (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p>
<b>Méthode de fixation du Prix de l'Offre</b>	<p>Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes émises par les investisseurs, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels, dans le cadre du Placement Global. La note d'opération contient des informations relatives aux méthodes de valorisation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la méthode dite « des multiples boursiers » qui vise à comparer la Société à des sociétés cotées de son secteur présentant des modèles d'activités proches ;</li> <li>- la méthode dite des flux de trésorerie actualisés qui permet de valoriser la Société sur la base des flux de trésorerie futurs.</li> </ul> <p>Ces méthodes sont fournies à titre strictement indicatif et ne préjugent en aucun cas du Prix de l'Offre.</p>
<b>Date de jouissance</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2011.

<b>Produit brut de l'Offre</b>	Environ 38,9 millions d'euros <sup>(1)</sup> pouvant être porté à environ 44,7 millions d'euros <sup>(1)</sup> en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 51,4 millions d'euros <sup>(1)</sup> en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.
<b>Produit net estimé de l'Offre</b>	Environ 35,7 millions d'euros <sup>(1)</sup> pouvant être porté à environ 41,2 millions d'euros <sup>(1)</sup> en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 47,6 millions d'euros <sup>(1)</sup> en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.
<b>Garantie</b>	<p>L'Offre fera, à la date de fixation du Prix de l'Offre (soit selon le calendrier indicatif le 5 juillet 2011), l'objet d'un contrat de garantie (le « <b>Contrat de Garantie</b> ») conclu entre Société Générale, Dexia Banque Belgique, Gilbert-Dupont (les « <b>Garants</b> »), Dexia Securities France et la Société.</p> <p>Ce Contrat de Garantie pourra être résilié par Société Générale pour son propre compte et pour le compte de Dexia Banque Belgique, Dexia Securities France et Gilbert-Dupont jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison, dans certaines circonstances (voir le paragraphe 5.4.3 ci-après). Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.</p>
<b>Engagements de souscription</b>	Néant.
<b>Engagements d'abstention et de conservation</b>	<p>La Société souscrira un engagement d'abstention de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison, sous réserve des exceptions décrites au paragraphe 7.3 de la note d'opération.</p> <p>Les principaux actionnaires de la Société ont souscrit un engagement de conservation portant sur 100% des actions qu'ils détiennent jusqu'à l'expiration d'un délai de 180 jours suivant la date de règlement-livraison, sous réserve des exceptions décrites au paragraphe 7.3 de la note d'opération.</p> <p>Les principaux managers de la Société titulaires d'actions et/ou de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ou de bons de souscription d'actions de la Société ont par ailleurs souscrit un engagement de conservation portant sur 100 % de leurs actions jusqu'à l'expiration d'un délai de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison et sur 80% de leurs actions pendant 180 jours supplémentaires, en ce compris, dans chaque cas, les actions auxquelles donnent le droit de souscrire les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou les options de souscription d'actions qu'ils détiennent, sous réserve des exceptions décrites au paragraphe 7.3 de la note d'opération.</p>
<b>Stabilisation</b>	Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris pourront être réalisées du 5 juillet au 3 août 2011 (inclus).
<b>Principaux risques liés à l'Offre :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché ;</li> <li>- la cession par les principaux actionnaires existants d'un nombre important d'actions à l'issue de la période de conservation de 6 mois à laquelle ils se sont engagés pourrait avoir un impact dépressif significatif sur le cours de bourse ;</li> <li>- le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ;</li> </ul>

<sup>1</sup> Sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 11,83 euros.

- la non-signature ou la résiliation du Contrat de Garantie entraînerait l'annulation de l'Offre ;
- la Société n'entend pas adopter une politique de versement de dividendes réguliers.

### C. RÉPARTITION DU CAPITAL

	Détenation avant l'Offre			Détenation après l'Offre (1)			Détenation après l'Offre (2)		
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
COÖPERATIE PSILOS – MKT INVESTORS U.A. (*)	2.428.085	27,18%	27,43%	2.428.085	19,87%	22,68%	2.428.085	18,29%	21,56%
CREADEV(**)	2.332.375	26,11%	26,34%	2.332.375	19,09%	21,78%	2.332.375	17,57%	20,71%
Alexandre Loiseau	546.740	6,12%	6,18%	546.740	4,47%	5,35%	546.740	4,12%	5,09%
<b>Sous-total « Conseil d'administration » (***)</b>	<b>5.307.200</b>	<b>59,42%</b>	<b>59,94%</b>	<b>5.307.200</b>	<b>43,44%</b>	<b>49,81%</b>	<b>5.307.200</b>	<b>39,97%</b>	<b>49,81%</b>
<b>Autres actionnaires détenant plus de 5% du capital</b>									
Finadvance	717.059	8,03%	8,10%	717.059	5,87%	6,70%	717.059	5,40%	6,37%
Benjamin Abrat (fondateur)	713.000	7,98%	8,05 %	713.000	5,84%	6,98%	713.000	5,37%	6,64%
Seventure (à travers 4 fonds)	660.021	7,39%	7,45%	660.021	5,40%	6,16%	660.021	4,97%	5,86%
<b>Sous-total “Autres personnes morales” (****)</b>	<b>1.091.721</b>	<b>12,22%</b>	<b>11,58 %</b>	<b>1.091.721</b>	<b>8,94%</b>	<b>10,04%</b>	<b>1.091.721</b>	<b>8,22%</b>	<b>9,54%</b>
<b>Sous-total « Autres personnes physiques » (****)</b>	<b>442.944</b>	<b>4,96%</b>	<b>4,87%</b>	<b>442.944</b>	<b>3,63%</b>	<b>4,22%</b>	<b>442.944</b>	<b>3,34%</b>	<b>4,01%</b>
Flottant	0	0,00%	0,00%	3.286.385	26,90%	16,09%	4.346.243	32,73%	20,23%
<b>TOTAL</b>	<b>8.931.945</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>12.218.330</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>13.278.188</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

(\*) Société hollandaise détenue par PSILOS et Health Evolution Partners, deux fonds de capital-risque américains

(\*\*) Entreprise d'investissement de la famille Mulliez

(\*\*\*) Dans sa composition actuelle

(\*\*\*\*) Dont aucun ne détient plus de 5% du capital et des droits de vote

(1) hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation

(2) après exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation

## D. MODALITÉS PRATIQUES

### Calendrier indicatif

20 juin 2011	Visa de l'AMF sur le Prospectus
21 juin 2011	Avis de NYSE Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO Ouverture de l'OPO et du Placement Global
4 juillet 2011	Clôture de l'OPO et du Placement Global à 17 heures (heure de Paris)
5 juillet 2011	Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Offertes et le résultat de l'Offre Avis de NYSE Euronext relatif au résultat de l'Offre Début de la période de stabilisation éventuelle Signature du Contrat de Garantie
6 juillet 2011	Début des négociations des actions de la Société sous la forme de promesses d'actions (jusqu'au 8 juillet inclus)
8 juillet 2011	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global
11 juillet 2011	Début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris
3 août 2011	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation Fin de la période de stabilisation éventuelle

### Modalités de souscription

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 4 juillet 2011 à 17 heures (heure de Paris) tant pour les souscriptions aux guichets que pour les souscriptions par Internet.

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre ou l'un des co-Chefs de file au plus tard le 4 juillet 2011 à 17 heures (heure de Paris).

### Établissements financiers introducteurs

#### *Chef de File et Teneur de Livre Associé*

Société Générale Corporate & Investment Banking

#### *Co-Chefs de File*

Dexia Securities France

Gilbert Dupont

### Contacts Investisseurs

<b>Monsieur Alexandre LOISEAU</b> Directeur général Adresse : 9, rue d'Enghien, 75010 Paris Téléphone : 01 70 08 09 70 Télécopie : 01 70 08 09 77 Adresse électronique : investor-dg@maunakeatech.com	<b>Monsieur Eric COHEN</b> Vice Président Finance Adresse : 9, rue d'Enghien, 75010 Paris Téléphone : 01 70 08 09 70 Télécopie : 01 70 08 09 77 Adresse électronique : investor-vpf@maunakeatech.com
--	---

**Documents accessibles au public**

Les documents juridiques et financiers relatives à la Société devant être mis à la disposition des actionnaires peuvent être consultés au siège de la Société.

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles, sans frais au siège social de la Société et auprès du Chef de File et Teneur de Livre et des co-Chefs de File. Le Prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de Mauna Kea Technologies ([www.maunakeatech.com](http://www.maunakeatech.com)) et de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

## **1 PERSONNES RESPONSABLES**

### **1.1 Responsable du Prospectus**

Monsieur Alexandre Loiseau, directeur général de Mauna Kea Technologies.

### **1.2 Attestation du responsable du Prospectus**

*J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.*

*J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent Prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus.*

*Les comptes aux normes IFRS, établis sous forme consolidée pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 31 décembre 2009 et 31 décembre 2010 figurant à la section 20.1. « Comptes consolidés établis en normes IFRS pour les exercices 2008, 2009 et 2010 » du Document de Base ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant à la section 20.4.1 « Rapport d'audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 » du Document de Base, qui contient l'observation suivante :*

*« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 « Référentiel comptable » de l'annexe qui expose la situation financière de la société au 31 décembre 2010 ainsi que les mesures annoncées par la direction pour permettre à la société de couvrir ses besoins de trésorerie. »*

**Monsieur Alexandre Loiseau**

Directeur général de Mauna Kea Technologies

### **1.3 Responsable de l'information financière**

<b>Monsieur Alexandre LOISEAU</b> Directeur général Adresse : 9, rue d'Enghien, 75010 Paris Téléphone : 01 70 08 09 70 Télécopie : 01 70 08 09 77 Adresse électronique : investor- dg@maunakeatech.com	<b>Monsieur Eric COHEN</b> Vice Président Finance Adresse : 9, rue d'Enghien, 75010 Paris Téléphone : 01 70 08 09 70 Télécopie : 01 70 08 09 77 Adresse électronique : investor- vpf@maunakeatech.com
--	---

## **2 FACTEURS DE RISQUE LIÉS À L'OFFRE**

*En complément des facteurs de risque décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs suivants et des autres informations contenues dans la présente note d'opération avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus sont ceux décrits dans le Document de Base de la Société et ceux décrits ci-dessous. Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à ce jour ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives du Groupe ou le cours des actions de la Société.*

### **2.1 Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché**

Les actions de la Société, jusqu'à leur admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, n'auront fait l'objet d'aucune cotation sur un marché réglementé. Le Prix de l'Offre ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. Le cours qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions pourrait en être affecté.

### **2.2 La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours des actions de la Société**

Les principaux actionnaires existants de la Société (détenant individuellement plus de 0,5% du capital) détiendront environ 63,94% du capital de la Société à l'issue de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. La décision de ces actionnaires de céder tout ou partie de leur participation sur le marché après l'expiration de leur engagement de conservation (tel que décrit au paragraphe 7.3 de la présente note d'opération) ou avant son expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société.

### **2.3 Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante**

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et le secteur de l'industrie des technologies médicales. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant le marché des dispositifs médicaux, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ;



- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d'activité de la Société ou à la Société elle-même ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ; et
- des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cession, etc.).

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

#### **2.4 La non-signature ou la résiliation du Contrat de Garantie entraînerait l'annulation de l'Offre**

Le Contrat de Garantie pourrait ne pas être signé ou, après avoir été signé, être résilié dans certaines circonstances par Société Générale pour son propre compte et pour le compte de Dexia Banque Belgique, Dexia Securities France et Gilbert-Dupont à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre (voir paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération).

Si le Contrat de Garantie n'était pas signé ou venait à être résilié, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés. L'OPO, le Placement Global, l'ensemble des ordres de souscription passés dans ce cadre et l'ensemble des négociations intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison, seraient annulés de façon rétroactive et devraient être dénoués, chaque investisseur devant faire son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie, les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

#### **2.5 La politique de distribution de dividendes de la Société**

La Société n'a pas versé de dividendes au cours des trois derniers exercices.

La Société se positionne en tant que valeur de croissance et n'entend pas, à la date de visa sur le Prospectus, adopter une politique de versement de dividendes réguliers.

### 3 INFORMATIONS DE BASE

#### 3.1 Déclaration sur le fonds de roulement net

La Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net consolidé du Groupe est suffisant (c'est-à-dire qu'il a accès à des ressources de trésorerie et de liquidité suffisantes) au regard de ses obligations au cours des 12 prochains mois à compter de la date de visa sur le Prospectus.

Cette déclaration est donnée avant réalisation de l'augmentation de capital décrite dans la présente note d'opération.

#### 3.2 Capitaux propres et endettement consolidés

La situation des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier net consolidé du Groupe au 30 avril 2011, établie conformément aux recommandations du CESR de février 2005 (CESR/05-054b, paragraphe 127), est présentée ci-dessous :

<i>(en euros / non audité)</i>	<b>30 avril 2011</b>
<b>Total des dettes courantes :</b>	<b>255 547</b>
Dette courante faisant l'objet de garanties	-
Dette courante faisant l'objet de nantissements	-
Dette courante sans garantie ni nantissement	255 547
<b>Total des dettes non courantes (hors partie courante des dettes long termes)</b>	<b>2 450 786</b>
Dette non courante faisant l'objet de garanties	-
Dette non courante faisant l'objet de nantissements	-
Dette non courante sans garantie ni nantissement	2 450 786
<b>Capitaux propres part du groupe <sup>(1)</sup></b>	<b>6 871 400</b>
Capital social	357 278
Réserve légale	-
Autres réserves	6 514 122

(en euros / non audité)

<b>Endettement net du Groupe</b>	<b>30 avril 2011</b>
A - Trésorerie	590 641
B - Équivalent de trésorerie	3 384 419
C - Titres de placement	-
<b>D - Liquidité (A+B+C)</b>	<b>3 975 060</b>
<b>E - Créances financières à court terme</b>	-
F - Dettes bancaires à court terme	-
G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes	236 330
H - Autres dettes financières à court terme	19 217
<b>I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)</b>	<b>255 547</b>
<b>J - Endettement financier net à court terme (I-E-D)</b>	<b>(3 719 513)</b>
K - Emprunts bancaires à plus d'un an	-
L - Obligations émises	-
M - Autres emprunts à plus d'un an	2 450 786
<b>N - Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M)</b>	<b>2 450 786</b>
<b>O - Endettement financier net (J+N)</b>	<b>(1 268 727)</b>

(1) Hors résultat consolidé du Groupe pour l'exercice 2011.

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant de l'endettement financier net à moyen et long terme et le montant des capitaux propres hors résultat de la période n'est intervenu depuis le 30 avril 2011.

### 3.3 Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'Offre

Le Chef de File et Teneur de Livre et les co-Chefs de File et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

### 3.4 Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit net de l'opération

L'émission d'actions nouvelles et l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché de NYSE Euronext à Paris sont destinées à fournir à la Société des moyens supplémentaires pour financer ses opérations et plus particulièrement, quel que soit le produit net de l'Offre :

- à titre principal, la stratégie commerciale de la Société qui entend accélérer de manière significative le déploiement de son réseau commercial afin d'adresser le marché global des hôpitaux et cliniques privées ;
- de nouveaux essais cliniques visant à valider le recours aux produits existants de la Société pour de nouvelles pathologies, soit dans le domaine de la gastro-entérologie, soit dans d'autres domaines tels que la pneumologie ou l'urologie, ainsi que les futurs produits de la Société ; et
- la poursuite des efforts d'innovation de la Société.

Le cas échéant, une partie des fonds pourrait par ailleurs permettre à la Société d'acquérir d'autres technologies innovantes qui pourraient venir compléter son offre dans le futur.

## **4            INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION**

### **4.1        Nature, catégorie et date de jouissance des actions offertes et admises à la négociation**

#### **Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée**

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris (compartiment B ou C) est demandée sont :

- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 8.931.945 actions de quatre cents d'euro (0,04 €) chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégories (les « **Actions Existantes** »);
- 3.286.385 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 3.779.342 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension (ensemble, les « **Actions Nouvelles** ») et porté à un maximum de 4.346.243 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** ») précisées ci-après. Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires sont définies conjointement comme les « **Actions Offertes** ».

Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires sont des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie. Elles seront assimilables, dès leur émission, aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 (voir section 4.5 de la présente note d'opération s'agissant du droit à dividendes).

#### **Date de jouissance**

1<sup>er</sup> janvier 2011

#### **Libellé pour les actions**

Mauna Kea Technologies

#### **Code ISIN**

FR0010609263

#### **Mnémonique**

MKEA

#### **Compartiment**

Compartiment B ou C

#### **Secteur d'activité**

Code NAF : 7219Z

Classification ICB : 4535 Medical Equipment

#### **Première cotation et négociation des actions**

La première cotation des actions sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, sous la forme de promesses d'actions, devrait intervenir le 6 juillet 2011, et les négociations des actions devraient débuter le 11 juillet 2011.

Du 6 juillet 2011 jusqu'à la date du règlement et de livraison des Actions Nouvelles, qui devrait intervenir le 8 juillet 2011, ces négociations s'effectueront dans les conditions prévues à l'article L. 228- 10 du Code de commerce, sur une ligne de cotation unique intitulée « Mauna Kea Technologies - promesses » et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire constatant la souscription des Actions Nouvelles. A compter du 11 juillet 2011, toutes les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation « Mauna Kea Technologies ».

## **4.2 Droit applicable et tribunaux compétents**

Les actions de la Société sont soumises à la législation française.

Les tribunaux compétents en cas de litige avec la Société sont ceux du lieu du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

## **4.3 Forme et inscription en compte des actions de la Société**

Les actions de la Société pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- de Société Générale Securities Services (32, rue du Champ de Tir, BP8126, 44312 Nantes), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de Société Générale Securities Services, mandaté par la Société, pour les actions détenues sous la forme nominative administrée ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions détenues sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les actions de la Société feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V., et de Clearstream Banking, société anonyme (Luxembourg).

Selon le calendrier indicatif, il est prévu que les actions de la Société soient inscrites en compte-titres le 8 juillet 2011.

## **4.4 Devise dans laquelle l'augmentation de capital a lieu**

L'augmentation de capital sera réalisée en euros.

## **4.5 Droits attachés aux actions**

Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts tels qu'adoptés par l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires du 25 mai 2011 sous condition suspensive de la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à l'issue de la cotation, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

### ***Droit à dividendes***

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions des dividendes ou acomptes sur dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits et doivent, passé ce délai, être reversés à l'Etat.

Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France (voir le paragraphe 4.11 de la présente note d'opération).

La politique de distribution de dividendes de la Société est présentée au paragraphe 20.7.2 du Document de Base.

#### ***Droit préférentiel de souscription***

Les actions comportent, sauf renonciation de la part des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 du Code de commerce).

#### ***Droit de vote***

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve de l'application des dispositions légales et réglementaires, étant toutefois précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, à compter de l'expiration d'une période de deux ans commençant à courir à date de la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

#### ***Droit de participation aux bénéfices de la Société***

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

#### ***Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation***

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité identique, sous réserve de la création d'actions de préférence.

#### ***Clauses de rachat ou de conversion***

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions ordinaires.

#### ***Identification des détenteurs de titres***

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi. A ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

### **4.6 Autorisations**

#### **4.6.1 Assemblée générale de la Société ayant autorisé l'émission**

L'émission des Actions Nouvelles et le cas échéant des Actions Nouvelles Supplémentaires a été autorisée par la vingt-cinquième et la vingt-huitième résolution de l'assemblée générale à caractère mixte du 25 mai 2011 dont le texte est reproduit ci-après :

## **Vingt-cinquième résolution**

*Délégation de compétence consentie au conseil en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil et du rapport spécial du commissaire aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135 et suivants du code de commerce, et, notamment, de ses articles L. 225-136, L. 228-91 et L. 228-92,

**délègue** au conseil la compétence de décider l'émission, par voie d'offre au public en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, à titre gratuit ou onéreux, d'actions ordinaires de la Société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance,

**précise** en tant que de besoin que l'émission d'actions de préférence est expressément exclue de la présente délégation,

**décide** que les valeurs mobilières ainsi émises pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titres intermédiaires,

**décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires sur les actions ordinaires ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation, en laissant toutefois au conseil la faculté d'instituer au profit des actionnaires, sur tout ou partie des émissions, un droit de priorité pour les souscrire pendant le délai et selon les termes qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce, cette priorité ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, mais pouvant être exercée tant à titre irréductible que réductible,

**prend acte**, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit,

**décide** que le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 240.000 euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital,

**décide** en outre que le montant nominal de toute augmentation de capital social susceptible d'être ainsi réalisée s'imputera sur le plafond global prévu à la trentième-et-unième résolution ci-dessous,

**décide** que le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital, susceptibles d'être ainsi réalisées ne pourra être supérieur à 40.000.000 euros (ou la contre valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise),

**décide** en outre que le montant nominal de toute émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital, susceptible d'être ainsi réalisée s'imputera sur le plafond global prévu à la trentième-et-unième résolution ci-dessous,

**décide** que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une telle émission, le conseil pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une ou l'autre des facultés prévues à l'article L. 225-134 du code de commerce, à savoir :

- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions, sous la condition que celles-ci atteignent les trois-quarts au moins de l'émission initialement décidée,
- répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits entre les personnes de son choix, et
- offrir au public, sur le marché, français ou international, tout ou partie des titres émis non souscrits,

**décide** que le prix d'émission des actions et des valeurs mobilières, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le conseil selon les modalités suivantes :

- au titre de l'augmentation de capital à réaliser à l'occasion de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, le prix de souscription d'une action nouvelle résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de « construction du livre d'ordre »,
- postérieurement à l'admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours cotés des trois derniers jours de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée de la décote autorisée par la législation (soit, actuellement, 5%) et corrigée en cas de différence de date de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus,

**précise** que la délégation ainsi conférée au conseil est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

**décide** que cette délégation pourra être utilisée à tout moment pendant cette durée, y compris, dans les limites permises par la réglementation applicable, en période d'offre publique sur les titres de la Société,

**décide** que le conseil aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,



**décide** que le conseil pourra :

- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris et, plus généralement,
- prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

### **Vingt-huitième résolution**

*Délégation au conseil à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil et du rapport spécial du commissaire aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135 et suivants, L. 228-91 et L. 228-92 du code de commerce,

**délègue** au conseil la compétence à l'effet d'augmenter le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à émettre en cas de demande excédentaire de souscription dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée en vertu des vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 et R. 225-118 du code de commerce (soit, à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance,

**précise** que le montant nominal de toute augmentation de capital social s'imputera sur le plafond global prévu à la trentième-et-unième résolution ci-dessous,

**décide** que la présente délégation est donnée au conseil pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

**décide** que cette délégation pourra être utilisée à tout moment pendant cette durée, y compris, dans les limites permises par la réglementation applicable, en période d'offre publique sur les titres de la Société,

**décide** que le conseil aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,

**décide** que le conseil pourra :

- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris et, plus généralement,
- prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

#### **4.6.2 Conseil d'administration de la Société ayant décidé l'émission**

En vertu de la délégation de compétence mentionnée au paragraphe 4.6.1 ci-dessus, le Conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 17 juin 2011, a

- décidé le principe d'une augmentation de capital à réaliser en numéraire d'un montant nominal de 131.455,40 euros par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public et sans délai de priorité, de 3.286.385 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,04 euro chacune. Ce nombre est susceptible d'être porté à un nombre maximal de 3.779.342 actions nouvelles à provenir de la décision éventuelle par le Conseil d'administration, le jour de la fixation des conditions définitives de l'Offre, d'accroître d'un maximum de 15 % le nombre d'actions nouvelles par rapport au nombre initialement fixé, correspondant à une augmentation de capital d'un montant nominal maximal de 151.173,68 euros (voir le paragraphe 5.2.5 de la présente note d'opération) ;
- fixé la fourchette indicative du prix d'émission des Actions Nouvelles entre 10,65 euros et 13 euros par action ; étant précisé que cette fourchette pourra être modifiée dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération ;
- décidé du principe selon lequel le montant de l'augmentation de capital visée au 1<sup>er</sup> alinéa, dont les termes devraient être fixés par un Conseil d'administration prévu le 5 juillet 2011, pourra être augmenté de 15 % maximum (soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximal supplémentaire de 22.676,04 euros par émission d'un nombre maximum de 566.901 actions nouvelles) au titre de l'Option de Surrallocation consentie au Chef de File et Teneur de Livre pour le compte des co-chefs de file en vertu de la 28<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale à caractère mixte du 25 mai 2011 (voir le paragraphe 5.2.6 de la présente note d'opération).

Les modalités définitives de cette augmentation de capital, parmi lesquelles notamment le nombre et le prix d'émission des Actions Nouvelles, seront arrêtées par le Conseil d'administration de la Société lors d'une réunion qui devrait se tenir le 5 juillet 2011.

#### **4.7 Date prévue de règlement-livraison des actions**

La date prévue pour le règlement-livraison des actions est le 8 juillet 2011 selon le calendrier indicatif figurant au paragraphe 5.1.1 de la présente note d'opération.

#### **4.8 Restrictions à la libre négociabilité des actions de la Société**

Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

Une description détaillée des engagements pris par la Société et certains de ses actionnaires figure en section 7.3 de la présente note d'opération.

#### **4.9 Réglementation française en matière d'offres publiques**

A compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

#### **4.9.1      *Offre publique obligatoire***

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt obligatoire d'une offre publique visant la totalité des titres de capital d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

#### **4.9.2      *Offre publique de retrait et retrait obligatoire***

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

#### **4.10      *Offres publiques d'achat initiées par des tiers sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours***

Aucun titre de la Société n'étant admis aux négociations sur un marché réglementé à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

#### **4.11      *Retenue à la source sur les dividendes versés à des non-résidents fiscaux français***

En l'état actuel de la législation française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, la présente section résume les conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer aux investisseurs qui ne sont pas résidents de France et qui recevront des dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France.

Ceux-ci doivent néanmoins s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire effectif est situé hors de France. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 19 % lorsque le bénéficiaire est une personne physique domiciliée dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et à (ii) 25 % dans les autres cas.

Cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application, des conventions fiscales internationales. Les actionnaires sont également invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par l'instruction du 25 février 2005 (BOI 4 J-1-05) relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Par ailleurs :

- à condition de remplir les critères prévus par l'instruction fiscale du 15 janvier 2010 (BOI 4 H-2-10), les organismes à but non lucratif, dont le siège est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, peuvent bénéficier d'un taux de retenue à la source réduit à 15 % ;
- sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 ter du Code général des impôts telles qu'elles sont interprétées dans les instructions fiscales du 10 mai 2007 (BOI 4 C-7-07) et du 12 juillet 2007 (BOI 4 C-8-07), les personnes morales qui détiendraient au moins 5 % du capital et des droits de vote de la Société pourraient bénéficier d'une exonération de retenue à la source si leur siège de direction effective est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne, ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération.

Toutefois, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 50 %, quelle que soit la résidence fiscale de l'actionnaire (sous réserve, le cas échéant, des dispositions plus favorables des conventions internationales) s'ils sont payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts. La liste des États et territoires non coopératifs est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

Il appartiendra aux actionnaires concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer notamment s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la nouvelle législation relative aux États et territoires non coopératifs et/ou de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source.

Les dispositions décrites ci-dessus sont susceptibles d'être amendées dans le cadre des prochaines lois de finances.

## 5 CONDITIONS DE L'OFFRE

### 5.1 Conditions de l'Offre, calendrier prévisionnel et modalités de souscription

#### 5.1.1 Conditions de l'Offre

L'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché de 3.286.385 actions nouvelles, pouvant être portée à un maximum de 3.779.342 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et porté à un maximum de 4.346.243 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** »), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou « **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** ») comportant :
  - un placement en France ; et
  - un placement privé international dans certains pays, en dehors des Etats-Unis d'Amérique;

La diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché de NYSE Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du Règlement général de l'AMF. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'Offre avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la présente note d'opération.

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'actions nouvelles pourra être augmenté de 15%, soit un maximum de 492.957 actions (la « **Clause d'Extension** »). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le Conseil d'administration qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit suivant le calendrier indicatif le 5 juillet 2011.

La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre et aux co-Chefs de File une Option de Surallocation (telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la présente note d'opération) permettant la souscription d'un nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires représentant un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles, soit un maximum de 566.901 actions en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension.

## **Calendrier indicatif**

20 juin 2011	Visa de l'AMF sur le Prospectus
21 juin 2011	Avis de NYSE Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO Ouverture de l'OPO et du Placement Global
4 juillet 2011	Clôture de l'OPO et du Placement Global à 17 heures (heure de Paris)
5 juillet 2011	Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Offertes et le résultat de l'Offre Avis de NYSE Euronext relatif au résultat de l'Offre Début de la période de stabilisation éventuelle Signature du Contrat de Garantie
6 juillet 2011	Début des négociations des actions de la Société sous la forme de promesses d'actions (jusqu'au 8 juillet inclus)
8 juillet 2011	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global
11 juillet 2011	Début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris
3 août 2011	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation Fin de la période de stabilisation éventuelle

### **5.1.2 Montant de l'Offre**

Voir paragraphe 8 « Dépenses liées à l'Offre » de la présente note d'opération.

### **5.1.3 Procédure et période de l'Offre**

#### **5.1.3.1 Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert**

#### ***Durée de l'OPO***

L'OPO débutera le 21 juin 2011 et prendra fin le 4 juillet 2011 à 17 heures (heure de Paris) tant pour les souscriptions aux guichets que pour les souscriptions par Internet. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

#### ***Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO***

Un minimum de 10 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'Offre avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation sera offert dans le cadre de l'OPO.

Le nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.1.1 de la présente note d'opération.

### ***Personnes habilitées, réception et transmission des ordres***

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **États appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre, à ne pas passer d'ordres sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre correspondant).

### ***Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO***

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 4 juillet 2011 à 17 heures (heure de Paris).

#### **Ordres A**

En application de l'article P 1.2.16 du Livre II des Règles de marché de NYSE Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- fraction d'ordre A1 : de 10 actions jusqu'à 100 actions ; et
- fraction d'ordre A2 : au-delà de 100 actions.

Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel dans le cas où tous les ordres A ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre A doit porter sur un nombre minimum de 10 actions ;
- un même donneur d'ordre A ne pourra émettre qu'un seul ordre A; cet ordre A ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre A. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres A bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre A ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres A seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres A seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à NYSE Euronext les ordres A, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera diffusé par NYSE Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives du Placement Global et de l'OPO n'était pas diffusé.

#### ***Réduction des ordres***

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2. Un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Les réductions seront effectuées de manière proportionnelle au sein de chaque catégorie d'ordre. Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

#### ***Révocation des ordres***

Les ordres de souscriptions reçus dans le cadre de l'OPO sont irrévocables même en cas de réduction, sous réserve des dispositions applicables en cas de fixation d'une nouvelle fourchette indicative de prix ou en cas de fixation du prix en dehors de la fourchette indicative de prix visée ci-dessous ou en cas de modification du nombre d'Actions Offertes (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

#### ***Résultat de l'OPO***

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis de NYSE Euronext dont la diffusion est prévue le 5 juillet 2011, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Cet avis précisera le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.



### 5.1.3.2 Caractéristiques principales du Placement Global

#### ***Durée du Placement Global***

Le Placement Global débutera le 21 juin 2011 et prendra fin le 4 juillet 2011 à 17 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

#### ***Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global***

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (excepté aux États-Unis d'Amérique).

#### ***Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global***

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

#### ***Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global***

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre et les co-Chefs de File au plus tard le 4 juillet 2011 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe 5.3.1 de la présente note d'opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

#### ***Réduction des ordres***

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

#### ***Révocation des ordres***

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Chef de File et Teneur de Livre ou des co-Chefs de File ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 4 juillet 2011 à 17 heures (heure de Paris).

#### ***Résultat du Placement Global***

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis de NYSE Euronext dont la diffusion est prévue le 5 juillet 2011, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

### ***5.1.4 Révocation ou suspension de l'Offre***

L'Offre sera réalisée sous réserve que le Contrat de Garantie visé au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération soit signé et ne soit pas résilié au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre et que le certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles soit émis.

En conséquence, en cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie ou de non émission du certificat du dépositaire, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés. Toutes les négociations des actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date du règlement-livraison seraient annulées et devraient être dénouées de façon rétroactive. Plus précisément :

- l'OPO et le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres passés dans ce cadre, seraient annulés de façon rétroactive ; et
- l'ensemble des négociations sur les promesses d'actions et les actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison serait annulé de façon rétroactive et devrait être dénoué, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie ou de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par NYSE Euronext. Dans ce cas, les Actions Offertes ne seront pas admises aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

#### **5.1.5 Réduction des ordres**

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

#### **5.1.6 Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre**

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour le détail des nombres minimal ou maximal d'actions sur lesquelles peuvent porter les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert.

Il n'y a pas de montant minimal et maximal des ordres émis dans le cadre du Placement Global.

#### **5.1.7 Révocation des ordres**

Voir respectivement les paragraphes 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la présente note d'opération pour une description de la révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global.

#### **5.1.8 Versements des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes**

Le prix des Actions Offertes (voir le paragraphe 5.3.1.1 de la présente note d'opération) dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordre au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 8 juillet 2011.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par NYSE Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 5 juillet 2011 et au plus tard à la date de règlement-livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 8 juillet 2011.

Le règlement des fonds à la Société correspondant à l'émission des Actions Nouvelles Supplémentaires dans le cadre de l'Option de Surallocation est prévu au plus tard le troisième jour ouvré suivant la date d'exercice de l'Option de Surallocation.

#### **5.1.9 Publication des résultats de l'Offre**

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis de NYSE Euronext dont la diffusion est prévue le 5 juillet 2011, sauf clôture anticipée (étant précisé toutefois que la durée de l'OPO ne pourra être inférieure à trois jours de bourse - voir paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération) auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

### **5.1.10 Droits préférentiels de souscription**

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

## **5.2 Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières**

### **5.2.1 Catégorie d'investisseurs potentiels – Pays dans lesquels l'offre sera ouverte – Restrictions applicables à l'Offre**

#### **5.2.1.1 Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte**

L'Offre comprend :

- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
  - un placement en France ; et
  - un placement privé international dans certains pays, en dehors des États-Unis d'Amérique ; et
- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une Offre à Prix Ouvert principalement destinée aux personnes physiques.

#### **5.2.1.2 Restrictions applicables à l'Offre**

La diffusion du Document de Base, de la présente note d'opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la présente note d'opération ou l'offre ou la vente ou la souscription des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenus. Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Document de Base, la présente note d'opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

La présente note d'opération, le Document de Base, le Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la présente note d'opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La présente note d'opération et le Document de Base n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

#### **5.2.1.2.1 Restrictions concernant les États-Unis d'Amérique**

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront enregistrées en application du *U.S. Securities Act* de 1933 (le « *Securities Act* »), ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de *U.S. persons* sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le *Securities Act*.

Le Document de Base, la présente note d'opération, le résumé, le Prospectus et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

#### 5.2.1.2.2 Restrictions concernant les États de l'Espace Économique Européen (autres que la France)

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen, autres que la France, ayant transposé la Directive Prospectus (un « **Etat Membre** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre de ces États Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États uniquement :

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus, conformément à l'article 3.2(a) de la Directive Prospectus ;
- à moins de 100, ou si l'Etat Membre a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150, personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), sous réserve du consentement préalable des établissements chargés du placement nommés par la Société pour une telle offre, conformément aux articles 3.2(b) de la Directive Prospectus et 1.3(a)(i) de la Directive Prospectus Modificative ; ou
- dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2)(c), 3(2)(d), 3(2)(e) de la Directive Prospectus ;
- et à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (c) ci-dessus ne requièrent la publication par la Société ou les établissements chargés du placement d'un prospectus conformément aux dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ou d'un supplément au prospectus conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (a) la notion d' « offre au public » dans tout Etat Membre signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les actions à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider ou non d'acheter ou de souscrire ces actions, telle qu'éventuellement modifiée par l'Etat Membre par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus, (b) le terme « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 (telle que modifiée, y compris par les dispositions de la Directive Prospectus Modificative, dès lors qu'elle aura été transposée dans l'Etat Membre) et inclut toute mesure de transposition de cette Directive dans chaque Etat Membre et (c) le terme « Directive Prospectus Modificative » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

#### 5.2.1.2.3 Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000* (*Financial Promotion*) (le « **FSMA** ») *Order* 2005 (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du *FSMA*) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Toute invitation, offre ou accord de souscription des actions de la Société ne pourront être proposé ou conclu qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes ou émises au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Le Chef de File et Teneur de Livre et les co-Chefs de file reconnaissent et garantissent chacun en ce qui le concerne :

- (a) qu'ils ont respecté et respecteront l'ensemble des dispositions du *FSMA* applicables à tout ce qui a été ou sera entrepris relativement aux actions de la Société, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni ; et
- (b) qu'ils n'ont pas communiqué ou fait communiquer, et ne communiqueront ni ne feront communiquer une quelconque invitation ou incitation à se livrer à une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du *FSMA*) reçue par eux et relative à l'émission ou la cession des actions de la Société, sauf dans les circonstances dans lesquelles l'article 21(1) du *FSMA* ne s'applique pas à la Société.

#### 5.2.1.2.4 Restrictions concernant l'Italie

Le Prospectus n'a pas été enregistré auprès de ou autorisé par la *Comissione Nazionale per le Società e la Borsa* (« **CONSOB** ») conformément à la Directive Prospectus et à la réglementation italienne relative aux valeurs mobilières. Les Actions Offertes ne seront pas offertes ou remises, directement ou indirectement, en Italie, dans le cadre d'une offre au public de produits financiers tels que définis à l'article 1, paragraphe 1 lettre t) du Décret Législatif n° 58 du 24 février 1998, tel que modifié (la « **Loi sur les Services Financiers** »). En conséquence, les Actions Offertes pourront uniquement être offertes ou remises en Italie :

- (a) à des investisseurs qualifiés (*investitori qualificati*) tels que définis à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et par l'article 34-ter(1)(b) du Règlement n° 11971 du 14 mai 1999 de la CONSOB, tel que modifié (le « **Règlement CONSOB** ») ; ou
- (b) dans les conditions prévues par une exemption applicable aux règles régissant les offres au public, conformément à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et à l'article 34-ter du Règlement CONSOB.

De plus, et sous réserve de ce qui précède, toute offre ou remise des Actions Offertes en Italie ou toute distribution en Italie d'exemplaires du Prospectus ou de tout autre document relatif aux Actions Offertes dans les conditions visées aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus devra également être réalisée :

- (i) par une entreprise d'investissement, une banque ou un intermédiaire financier habilité à exercer de telles activités en Italie conformément à la Loi sur les Services Financiers, au Décret Législatif n° 385 du 1<sup>er</sup> septembre 1993 (la « **Loi Bancaire** ») et au règlement CONSOB n° 16190 du 29 octobre 2007, tels que modifiés ;

- (ii) en conformité avec l'article 129 de la Loi Bancaire et avec le guide d'application de la Banque d'Italie en vertu desquels la Banque d'Italie peut exiger certaines informations sur l'émission ou l'offre de valeurs mobilières en Italie ; et
- (iii) en conformité avec toute réglementation concernant les valeurs mobilières, la fiscalité et le contrôle des changes et toute autre loi et réglementation applicable, notamment toute autre condition, limitation et restriction qui pourrait être imposée, le cas échéant, par les autorités italiennes.

Le Prospectus, tout autre document relatif aux Actions Offertes et les informations qu'ils contiennent ne peuvent être utilisés que par leurs destinataires originaux. Les personnes résidant ou situées en Italie autres que l'un des destinataires originaux de ces documents ne doivent pas se fonder sur ces documents ou sur leur contenu. Toute personne souscrivant des Actions Offertes dans le cadre l'Offre assume l'entière responsabilité de s'assurer que l'Offre ou la revente des Actions Offertes qu'il a souscrites dans le cadre de l'Offre a été réalisée en conformité avec toutes les lois et réglementations applicables.

L'article 100-bis de la Loi sur les Services Financiers limite les possibilités de transférer les Actions Offertes en Italie dans le cas où le placement des Actions Offertes serait effectué uniquement auprès d'investisseurs qualifiés et où ces Actions Offertes seraient par la suite systématiquement revendues, à tout moment au cours des 12 mois suivant ce placement, à des investisseurs non-qualifiés sur le marché secondaire. Dans un tel cas, si aucun prospectus conforme à la Directive Prospectus n'a été publié, les acquéreurs d'Actions Offertes ayant agi en dehors du cours normal de leur activité ou de leur profession seraient en droit, sous certaines conditions, de déclarer de tels achats nuls et de demander des dommages et intérêts aux personnes autorisées dans les locaux desquelles elles auraient acquis les Actions Offertes, à moins qu'une exemption prévue par la Loi sur les Services Financiers ne s'applique.

#### *5.2.1.2.5 Restrictions concernant le Canada, l'Australie et le Japon*

Les Actions Offertes, ne pourront être offertes ou vendues au Canada, en Australie ou au Japon.

#### **5.2.2 *Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre de souscription de plus de 5 %***

A la connaissance de la Société, ses principaux actionnaires et les membres de son conseil d'administration n'ont pas l'intention à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus de passer un ordre de souscription dans le cadre de l'Offre, pas plus que la Société n'a connaissance qu'un tiers entendrait passer un ordre de souscription de plus de 5%.

#### **5.2.3 *Information pré-allocation***

Ces informations figurent aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.3 de la présente note d'opération.

#### **5.2.4 *Notification aux souscripteurs***

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre.

### 5.2.5 *Clause d'extension*

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'actions nouvelles d'un maximum de 15 %, soit un maximum de 492.957 actions supplémentaires, au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 de la présente note d'opération).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du prix prévue le 5 juillet 2011 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis de NYSE Euronext annonçant le résultat de l'Offre.

### 5.2.6 *Option de Surallocation*

La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre pour son compte et pour le compte des co-Chefs de File une option de surallocation (l'« **Option de Surallocation** ») permettant de souscrire des actions nouvelles supplémentaires dans la limite de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles, après éventuel exercice de la Clause d'Extension, soit au maximum 566.901 actions (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »), au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 de la présente note d'opération).

Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, jusqu'au trentième jour calendaire suivant la date de clôture de l'Offre soit, à titre indicatif, au plus tard le 3 août 2011.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'information relative à cet exercice et au nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires à émettre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext Paris.

## 5.3 **Fixation du prix**

### 5.3.1 *Méthode de fixation du prix*

#### 5.3.1.1 Prix des Actions Offertes

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 5 juillet 2011, étant précisé que cette date pourrait être reportée ou avancée comme indiqué au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 10,65 euros et 13 euros par action. Cette fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la clôture de l'Offre dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération. Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

### 5.3.1.2 Éléments d'appréciation de la fourchette de prix

#### **Multiples boursiers**

A titre purement indicatif, des multiples boursiers sont présentés ci-dessous. Cette information ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre. Le Prix de l'Offre retenu résultera de la procédure décrite au paragraphe 5.3.1.1 de la présente note d'opération.

La présentation de multiples boursiers a généralement pour objet de comparer les multiples d'une société à ceux de sociétés cotées de son secteur présentant des profils d'activités, de marchés sous-jacents et de taille proches de ceux de la société concernée.

A titre purement indicatif, des multiples boursiers de chiffres d'affaires, d'EBE et de résultat d'exploitation d'acteurs du secteur Medtech sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ces acteurs sont divisés en deux échantillons. Les sociétés regroupées dans le premier échantillon présentent peu de similitudes avec le profil de Mauna Kea Technologies en termes de capitalisation boursière, de phase de développement ou de diversification de leur portefeuille produits. En conséquence, le tableau ci-dessous présente également les multiples de deux sociétés intervenants dans le domaine des accessoires médicaux d'intervention cardiovasculaires et présentant un profil de maturité plus proche de celui de Mauna Kea Technologies :

	Cours de bourse (au 16/06/2011)		Cap. Boursière M€	Valeur d'Entreprise M€	VE / CA			VE / EBE			VE / EBIT		
					2011e	2012e	2013e	2011e	2012e	2013e	2011e	2012e	2013e
<b>Sociétés Medtech matures</b>													
Intuitive Surgical, Inc.	341	USD	9,454	8,684	7.4x	6.3x	5.7x	17.9x	15.5x	13.6x	19.0x	16.1x	14.0x
Hologic Inc.	19.7	USD	3,644	4,265	3.3x	3.1x	3.0x	9.6x	8.5x	8.2x	12.5x	9.9x	9.7x
Elekta AB	268	SEK	2,749	2,697	3.0x	2.7x	2.4x	13.6x	11.8x	10.3x	15.0x	13.4x	11.5x
Given Imaging Ltd.	21.5	USD	457	408	3.3x	3.0x	2.5x	27.0x	20.6x	15.3x	32.1x	25.4x	17.6x
Accuray Incorporated	8.01	USD	393	292	1.1x	0.8x	0.7x	na	na	na	NM	30.7x	7.6x
Optos plc	1.71	GBP	138	160	1.8x	1.6x	1.5x	4.3x	4.3x	4.5x	10.3x	7.9x	6.6x
Moyenne intermédiaire					3.3x	2.9x	2.6x	14.5x	12.1x	10.4x	17.8x	17.2x	11.2x
<b>Sociétés Medtech en phase d'amorçage</b>													
Stentys	21.6	EUR	194	190	163.6x	62.6x	22.6x	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Carmat	186	EUR	717	706	156.9x	366.7x	78.4x	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Moyenne intermédiaire					160.2x	214.6x	50.5x	ns	ns	ns	ns	ns	ns
<b>Moyenne</b>					<b>42.5x</b>	<b>55.8x</b>	<b>14.6x</b>	<b>14.5x</b>	<b>12.1x</b>	<b>10.4x</b>	<b>17.8x</b>	<b>17.2x</b>	<b>11.2x</b>
<b>Médiane</b>					<b>3.3x</b>	<b>3.1x</b>	<b>2.7x</b>	<b>13.6x</b>	<b>11.8x</b>	<b>10.3x</b>	<b>15.0x</b>	<b>14.7x</b>	<b>10.6x</b>

Source : Capital IQ au 16/06/2011

	Croissance du CA			Marge d'EBITDA			Marge d'EBIT		
	2011e	2012e	2013e	2011e	2012e	2013e	2011e	2012e	2013e
<b>Sociétés Medtech matures</b>									
Intuitive Surgical, Inc.	18%	16%	12%	41%	41%	42%	39%	39%	40%
Hologic Inc.	5%	10%	4%	36%	37%	36%	31%	31%	31%
Elekta AB	9%	14%	11%	21%	23%	24%	18%	20%	21%
Given Imaging Ltd.	9%	11%	20%	12%	15%	16%	10%	12%	14%
Accuray Incorporated	0%	134%	12%	na	na	na	ns	3%	9%
Optos plc	17%	13%	8%	42%	38%	33%	16%	20%	23%
Moyenne intermédiaire	10%	33%	11%	30%	31%	30%	23%	21%	23%
<b>Sociétés Medtech en phase d'amorçage</b>									
Stentys	280%	161%	177%	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Carmat	-11%	-60%	400%	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Moyenne intermédiaire	135%	51%	288%	ns	ns	ns	ns	ns	ns
<b>Moyenne</b>	<b>41%</b>	<b>37%</b>	<b>80%</b>	<b>30%</b>	<b>31%</b>	<b>30%</b>	<b>23%</b>	<b>21%</b>	<b>23%</b>
<b>Médiane</b>	<b>9%</b>	<b>14%</b>	<b>12%</b>	<b>36%</b>	<b>37%</b>	<b>33%</b>	<b>18%</b>	<b>20%</b>	<b>22%</b>

Source : Capital IQ au 16/06/2011

Sur la base d'un nombre de 3.286.385 actions souscrites dans le cadre de l'Offre (correspondant à 100% des actions offertes dans le cadre de l'Offre en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) et d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 11,83 euros, la capitalisation boursière de la Société ressortirait à environ 144,5 millions d'euros.

#### **Flux de trésorerie actualisés**

La méthode des flux de trésorerie actualisés permet d'apprécier la valeur intrinsèque du Groupe en prenant en compte ses perspectives de développement à moyen-long terme. Les résultats obtenus par la mise en œuvre de cette méthode par la Société restent cohérents avec la fourchette indicative de prix retenue.



### 5.3.2 Procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre

#### 5.3.2.1 Date de fixation du Prix de l'Offre

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 5 juillet 2011, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes.

#### 5.3.2.2 Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par NYSE Euronext le 5 juillet 2011 selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

#### 5.3.2.3 Modification de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes

##### *Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO*

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette de prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette de prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Nouvelles modalités : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par NYSE Euronext. Le communiqué de presse de la Société et l'avis de NYSE Euronext susvisés indiqueront la nouvelle fourchette de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Date de clôture de l'OPO : la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO.
- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse (ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre).

##### *Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO*

- Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative de prix serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.2 de la présente note d'opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par le communiqué de presse de la Société et l'avis de NYSE Euronext visés au paragraphe 5.3.2.2 de la présente note d'opération, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 5 juillet 2011, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

- Le nombre d'Actions Offertes pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

#### 5.3.2.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par NYSE Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par NYSE Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis de NYSE Euronext susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

#### 5.3.2.5 Modifications significatives des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la présente note d'opération, une note complémentaire au Prospectus serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

### 5.3.3 Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription

Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires sont émises en vertu des vingt-cinquième et vingt-huitième résolutions de l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires de la Société en date du 25 mai 2011 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir le paragraphe 4.6.1 de la présente note d'opération).

### 5.3.4 Disparité de prix

Au cours des douze derniers mois, et hormis le regroupement par 4 des actions de la Société approuvé par l'assemblée générale à caractère mixte réunie le 25 mai 2011, les seules modifications du capital ont résulté des opérations suivantes :

- a) le 29 juin 2010 : souscription de 5.000\* actions au prix unitaire de 1€\* (soit 4 € après prise en compte du regroupement par 4) sur exercice de BSPCE attribués le 4 août 2008;
- b) le 20 octobre 2010 : souscription de 530.376\* actions au prix unitaire de 0,01€ (soit 0,04€ après prise en compte du regroupement par 4) sur exercice de BSA dont 350.876 avaient été souscrits en juin 2002 et 179 500 avaient été souscrits en mai 2004 ;

---

\* Avant le regroupement d'actions par 4 décidé par l'assemblée générale du 25 mai 2011.

c) le 2 mai 2011 : souscription de 1\* action au prix unitaire de 1 €\* (soit 4 € après prise en compte du regroupement par 4) sur exercice de BSPCE attribué le 4 août 2008 afin de faciliter le regroupement par 4 des actions.

Par ailleurs, la Société a mis en place au cours des douze derniers mois les plans de BSPCE et stock-options suivants dont les caractéristiques sont détaillées au paragraphe 21.1.4 du Document de Base :

- a) 1.115.000\* BSPCE donnant droit à la souscription d'un total de 278.750\*\* actions au prix de 4 euros\*\* par action ;
- b) 135.000\* BSPCE donnant droit à la souscription d'un total de 33.750\*\* actions à un prix par action égal à la plus élevée des deux valeurs suivantes : (i) 4\*\* euros et (ii) le Prix de l'Offre ;
- c) 295.000\* options de souscription d'actions donnant droit à la souscription d'un total de 73.750\*\* actions au prix de 4 euros\*\* par action ; et
- d) 100.000\* options de souscription d'actions donnant droit à la souscription d'un total de 25.000\*\* actions à un prix par action égal à la plus élevée des deux valeurs suivantes : (i) 4\*\* euros et (ii) le Prix de l'Offre.

Il est précisé que les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et les options de souscription d'actions attribués au cours des douze derniers mois moyennant un prix d'exercice de 4 euros par action l'ont été avant le lancement du projet d'introduction en bourse de la Société. Le prix de 4 euros est celui retenu lors de la dernière augmentation de capital de la Société réalisée en février 2008. Conformément à la pratique courante des sociétés non cotées, il a servi de référence pour la détermination du prix d'exercice de l'ensemble des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, bons de souscription d'actions et options de souscription d'actions attribués entre la réalisation de ladite augmentation de capital et le lancement du projet d'introduction en bourse de la Société, ce en l'absence d'opération sur le capital intercalaire.

## **5.4 Placement et Garantie**

### **5.4.1 Coordonnées des établissements financiers introducteurs**

Le Chef de File et Teneur de Livre est :

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CORPORATE & INVESTMENT BANKING**  
29, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
France

Les Co-Chefs de File sont :

**GILBERT DUPONT**  
50, rue d'Anjou  
75008 Paris  
France

**DEXIA SECURITIES FRANCE**  
112, avenue Kléber  
75116 Paris  
France

---

\*\* Après le regroupement d'actions par 4 décidé par l'assemblée générale du 25 mai 2011

#### **5.4.2      *Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres, du service financier et dépositaire***

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par Société Générale Securities Services (32 rue du Champ de Tir, BP8126, 44312 Nantes). Société Générale Securities Services émettra le certificat de dépôt des fonds relatif à la présente augmentation de capital.

#### **5.4.3      *Garantie***

L'Offre fera l'objet d'un contrat de garantie (le « **Contrat de Garantie** ») conclu entre Société Générale Gilbert-Dupont et Dexia Banque Belgique (44, boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles) en qualité de garants (les « **Garants** »), Dexia Securities France et la Société. Les Garants, agissant non solidairement, s'engageront chacun à concurrence d'un nombre maximal d'actions, à faire souscrire, ou le cas échéant à souscrire eux-mêmes, les Actions Nouvelles au Prix de l'Offre à la date de règlement-livraison.

Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce.

Le Contrat de Garantie devrait être signé le jour de la fixation du Prix de l'Offre, prévue, selon le calendrier indicatif, le 5 juillet 2011.

Le Contrat de Garantie pourra être résilié par Société Générale pour son propre compte et pour le compte de Dexia Banque Belgique, Dexia Securities France et Gilbert-Dupont, après consultation de la Société, à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, prévue le 8 juillet 2011, dans certaines circonstances qui pourraient affecter le succès de l'Offre, notamment en cas d'inexactitudes ou de non-respect des déclarations et garanties ou de l'un des engagements de la Société, dans l'hypothèse où une des conditions suspensives n'était pas réalisée, en cas de changement défavorable significatif dans la situation de la Société et de sa Filiale ou en cas de survenance de certaines circonstances affectant la France ou les Etats-Unis (notamment, suspension ou limitation des négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, sur le NASDAQ ou le New York Stock Exchange, changement défavorable significatif affectant les marchés financiers, interruption des activités bancaires ou déclaration de guerre ou de l'état d'urgence) ou tout autre changement significatif de la situation financière, politique ou économique nationale ou internationale, pour autant que Société Générale pour son propre compte et pour le compte de Dexia Banque Belgique, Dexia Securities France et Gilbert-Dupont considère que ces circonstances rendent l'Offre irréalisable ou déconseillée.

En cas de résiliation ou de non signature du Contrat de Garantie, la Société diffuserait un communiqué de presse et informerait sans délai NYSE Euronext, qui publierait un avis. Le paragraphe 2.3 ci-dessus décrit les conséquences de la résiliation ou de la non-signature du Contrat de Garantie.

#### **5.4.4      *Engagements de conservation***

Ces informations figurent à la section 7.3 de la présente note d'opération.

#### **5.4.5      *Dates de signature du Contrat de Garantie et de règlement-livraison des Actions Offertes***

La signature du Contrat de Garantie interviendra le jour de la fixation du Prix de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 5 juillet 2011. Le règlement-livraison des Actions Offertes est prévu le 8 juillet 2011.

## **6 ADMISSION À LA NÉGOCIATION ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION**

### **6.1 Admission aux négociations**

L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris (Compartiment B ou C).

Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis de NYSE Euronext diffusé au plus tard le premier jour de négociation de ces actions, soit le 5 juillet 2011 selon le calendrier indicatif.

A compter du 6 juillet 2011 jusqu'à la date de règlement-livraison prévue le 8 juillet 2011 inclus, les négociations de ces actions interviendront dans les conditions de l'article L. 228-10 du Code de commerce, soit sous forme de promesses d'actions, sur une ligne de cotation unique intitulée « Mauna Kea Technologies – promesses » et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles. A compter du 11 juillet 2011, les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « Mauna Kea Technologies ». Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.

### **6.2 Place de cotation**

À la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché réglementé ou non.

### **6.3 Offre concomitante d'actions**

Néant.

### **6.4 Contrat de liquidité**

Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date de la présente note d'opération.

### **6.5 Stabilisation**

Aux termes du Contrat de Garantie mentionné au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération, Société Générale (ou toute entité agissant pour son compte), agissant en qualité d'agent de la stabilisation au nom et pour le compte des co-Chefs de file (l'« **Agent Stabilisateur** »), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du règlement n°2273/2003 de la Commission européenne (CE) du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/06/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (le « **Règlement Européen** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de stabiliser ou de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 3 août 2011 (inclus).

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 9 du Règlement Européen et à l'article 631-10 du Règlement général de l'AMF.

Le Chef de File et Teneur de Livre, agissant au nom et pour le compte des co-Chefs de file, pourra effectuer des surallocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Surallocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'actions représentant au maximum 5 % de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Surallocation) conformément à l'article 11 du Règlement Européen.

## **7 DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE**

### **7.1 Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société**

Néant.

### **7.2 Nombre et catégorie des valeurs mobilières offertes par les détenteurs de valeurs mobilières souhaitant les vendre**

Néant.

### **7.3 Engagements d'abstention et de conservation des titres**

#### *Engagement d'abstention*

La Société s'engagera envers Société Générale, Gilbert-Dupont, Dexia Securities France et Dexia Banque Belgique à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, jusqu'à l'expiration d'une période de 180 jours suivant la date du règlement-livraison des actions émises dans le cadre de l'Offre, sauf accord préalable écrit de Société Générale, Gilbert-Dupont, Dexia Securities France et Dexia Banque notifié à la Société ; étant précisé que (i) l'émission des actions émises dans le cadre de l'Offre, (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables, (iii) les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés de son groupe dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société, dans la limite de 5 % du capital, et (iv) les actions de la Société émises au titre du paiement d'un dividende en actions sont exclus du champ de cet engagement d'abstention.

#### *Engagement de conservation des principaux actionnaires de la Société*

Les principaux actionnaires de la Société (détenant individuellement plus de 0,5% du capital) se sont chacun engagés envers Société Générale à ne pas, sans l'accord préalable de Société Générale, directement ou indirectement, offrir, nantir, prêter, transférer, céder ou promettre de céder 100% des actions de la Société ou valeurs mobilières, donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société qu'ils détiennent, ni conclure tout autre contrat ou opération ayant un effet économique équivalent, ni formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, jusqu'à l'expiration d'un délai de 180 jours suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société ; étant précisé que sont exclues du champ de ces engagements de conservation (a) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (b) toute opération portant sur des actions de la Société souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquises sur le marché postérieurement à la première cotation des actions de la Société, et (c) toute cession hors marché ou à un autre fonds d'investissement géré par la même société de gestion, sous réserve que le cessionnaire ait souscrit un engagement équivalent envers Société Générale pour la durée restante de l'engagement de conservation.

### *Engagement de conservation des principaux managers*

Les principaux managers de la Société titulaires d'actions et/ou de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ou d'options de souscription d'actions se sont engagés envers Société Générale à ne pas, sans l'accord préalable de Société Générale, directement ou indirectement, offrir, nantir, prêter, transférer, céder ou promettre de céder des actions de la Société ou des valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à conclure tout autre contrat ou opération ayant un effet économique équivalent, jusqu'à l'expiration d'une période de :

- 180 jours suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société pour 100% de leurs actions ;
- 180 jours supplémentaires (soit une période totale d'un an suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société) pour 80% de leurs actions ;

en ce compris, dans chaque cas, les actions auxquelles donnent le droit de souscrire les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou les options de souscription d'actions qu'ils détiennent ; étant précisé que sont exclues du champ de ces engagements de conservation (a) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (b) toute opération portant sur des actions de la Société souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquises sur le marché postérieurement à la première cotation des actions de la Société, et (c) toute cession hors marché, sous réserve que le cessionnaire ait souscrit un engagement équivalent envers Société Générale pour la durée restante de l'engagement de conservation.

Cet engagement a notamment été souscrit par Monsieur Alexandre Loiseau, directeur général de la Société.



## **8 DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE**

Sur la base d'une émission de 3.286.385 actions à un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (soit 11,83 euros par action) :

- le produit brut de l'émission d'actions nouvelles sera d'environ 38,9 millions d'euros pouvant être porté à environ 44,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 51,4 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ;
- le produit net de l'émission d'actions nouvelles est estimé à environ 35,7 millions d'euros pouvant être porté à environ 41,2 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 47,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ;

Sur les mêmes bases, la rémunération globale des intermédiaires financiers est estimée à environ 1,4 millions d'euros (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) et à un maximum d'environ 1,9 millions d'euros (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).

Les frais à la charge de la Société dans le cadre de l'Offre sont estimés à 1,8 millions d'euros en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

## 9 DILUTION

### 9.1 Impact de l'émission d'actions nouvelles sur les capitaux propres consolidés de la Société

Sur la base des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2010 et du nombre d'actions composant le capital de la Société au 6 juin 2011, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'augmentation de capital, s'établiraient comme suit en prenant comme hypothèses :

- l'émission de 3.286.385 actions nouvelles à un prix de 11,83 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix), et
- l'imputation des frais juridiques, comptables et administratifs et de la rémunération de l'intermédiaire financier sur la prime d'émission,

l'impact de l'émission sur les capitaux propres de la Société serait le suivant :

En euros	Quote-part des capitaux propres (en euros)	
	Base non diluée	Base diluée <sup>(1)</sup>
Avant émission des actions nouvelles	0,77	1,21
Après émission des actions nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	3,49	3,54
Après émission des actions nouvelles et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	4,11	4,09

(1) en supposant l'exercice de tous les BSA, BSPCE et options de souscription d'actions, étant précisé que les conditions d'exercice des BSA, BSPCE et options de souscription ne seront pas modifiées à la suite de la réalisation de l'Offre.

### 9.2 Montant et pourcentage de la dilution résultant de l'émission d'actions nouvelles

En %	Participation de l'actionnaire en %	
	Base non diluée	Base diluée (1)
Avant émission des actions nouvelles	1	0,86
Après émission les actions nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	0,73	0,65
Après émission des actions nouvelles et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0,67	0,61

(1) en supposant l'exercice de tous les BSA, BSPCE et options de souscription d'actions, étant précisé que les conditions d'exercice des BSA, BSPCE et options de souscription ne seront pas modifiées à la suite de la réalisation de l'Offre.

### 9.3 Répartition du capital social et des droits de vote

	Détenition avant l'Offre			Détenition après l'Offre (1)			Détenition après l'Offre (2)		
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
COÖPERATIE PSILOS – MKT INVESTORS U.A. (*)	2.428.085	27,18%	27,43%	2.428.085	19,87%	22,68%	2.428.085	18,29%	21,56%
CREADEV(**)	2.332.375	26,11%	26,34%	2.332.375	19,09%	21,78%	2.332.375	17,57%	20,71%
Alexandre Loiseau	546.740	6,12%	6,18%	546.740	4,47%	5,35%	546.740	4,12%	5,09%
<b>Sous-total « Conseil d'administration » (***)</b>	<b>5.307.200</b>	<b>59,42%</b>	<b>59,94%</b>	<b>5.307.200</b>	<b>43,44%</b>	<b>49,81%</b>	<b>5.307.200</b>	<b>39,97%</b>	<b>49,81%</b>
<b>Autres actionnaires détenant plus de 5% du capital</b>									
Finadvance	717.059	8,03%	8,10%	717.059	5,87%	6,70%	717.059	5,40%	6,37%
Benjamin Abrat (fondateur)	713.000	7,98%	8,05 %	713.000	5,84%	6,98%	713.000	5,37%	6,64%
Seventure (à travers 4 fonds)	660.021	7,39%	7,45%	660.021	5,40%	6,16%	660.021	4,97%	5,86%
<b>Sous-total “Autres personnes morales” (****)</b>	<b>1.091.721</b>	<b>12,22%</b>	<b>11,58 %</b>	<b>1.091.721</b>	<b>8,94%</b>	<b>10,04%</b>	<b>1.091.721</b>	<b>8,22%</b>	<b>9,54%</b>
<b>Sous-total « Autres personnes physiques » (****)</b>	<b>442.944</b>	<b>4,96%</b>	<b>4,87%</b>	<b>442.944</b>	<b>3,63%</b>	<b>4,22%</b>	<b>442.944</b>	<b>3,34%</b>	<b>4,01%</b>
Flottant	0	0,00%	0,00%	3.286.385	26,90%	16,09%	4.346.243	32,73%	20,23%
<b>TOTAL</b>	<b>8.931.945</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>12.218.330</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>13.278.188</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

(\*) Société hollandaise détenue par PSILOS et Health Evolution Partners, deux fonds de capital-risque américains

(\*\*) Entreprise d'investissement de la famille Mulliez

(\*\*\*) Dans sa composition actuelle

(\*\*\*\*) Dont aucun ne détient plus de 5% du capital et des droits de vote

(1) hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation

(2) après exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation

## **10            INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **10.1        Conseillers ayant un lien avec l'opération**

Non applicable.

### **10.2        Autres informations vérifiées par les commissaires aux comptes**

Non applicable.

### **10.3        Rapport d'expert**

Non applicable.

### **10.4        Informations contenues dans le Prospectus provenant d'une tierce partie**

Non applicable.

## 11 MISE A JOUR DE L'INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

Informations complémentaires aux renseignements figurant dans le Document de Base

### 11.1 Evènements récents

COÖPERATIE PSILOS – MKT INVESTORS U.A. et CREADEV ont informé la Société avoir l'intention de signer un pacte d'actionnaires aux termes duquel ils s'engageraient à voter en faveur de leur représentation réciproque au conseil d'administration de la Société à hauteur de deux administrateurs chacun. Ils ont par ailleurs déclaré à la Société ne pas avoir l'intention d'agir de concert.

### 11.2 Erratum

La note 21 de l'annexe consolidée relative aux comptes consolidés 2008, 2009 et 2010 présentée dans le Document de Base comporte une erreur de retranscription des montants des salaires et traitements tels que comptabilisés. Cette erreur a été retranscrite dans les deux premiers tableaux du paragraphe 15.1 « Rémunérations des administrateurs et dirigeants » du Document de Base.

La note 21 de l'annexe aurait ainsi dû se présenter comme suit :

« Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du comité exécutif de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

#### RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

(Montants en euros)

	Au 31 décembre		
	2010	2009	2008
Salaires et traitements	150 000	210 000	195 000
Jetons de présence	8 000	12 500	8 000
Paiements fondés sur des actions	74 136	116 844	50 171

Les modalités d'évaluation de l'avantage relatif à des paiements fondés sur des actions sont présentées en Note 16. »

Après prise en compte de cette modification de la note 21 de l'annexe consolidée relative aux comptes consolidés 2008, 2009 et 2010, les deux premiers tableaux du paragraphe 15.1 deviennent :

1<sup>er</sup> tableau :

Tableau de synthèse des rémunérations et des BSPCE attribués à chaque dirigeant mandataire social			
	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
<b>Alexandre LOISEAU - Président (1)</b>			
Rémunération due au titre de l'exercice	195,000 €	210,000 €	150,000 €
Valorisation des BSPCE attribués au cours de l'exercice	50,171 €	116,844 €	74,136 €
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>245,171 €</b>	<b>326,844 €</b>	<b>224,136 €</b>
<b>TOTAL DIRIGEANTS</b>	<b>245,171 €</b>	<b>326,844 €</b>	<b>224,136 €</b>
(1) Sur la période concernée, la Société était sous forme de SAS.			

2ème tableau :

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social						
	Exercice 2008		Exercice 2009		Exercice 2010	
	Montants	Montant	Montants	Montant	Montants	Montant
	dus	versés	dus	versés	dus	versés
<b>Alexandre LOISEAU - Président (1)</b>						
Rémunération fixe	150,000 €	150,000 €	135,000 €	135,000 €	150,000 €	150,000 €
Rémunération variable (2)	45,000 €	80,000 € (3)	75,000 €	45,000 € (3)		75,000 € (3)
Rémunération exceptionnelle						
Jetons de présence						
Avantages en nature						
<b>TOTAL</b>	<b>195,000 €</b>	<b>230,000 €</b>	<b>210,000 €</b>	<b>180,000 €</b>	<b>150,000 €</b>	<b>225,000 €</b>
<b>TOTAL DIRIGEANTS</b>	<b>195,000 €</b>	<b>230,000 €</b>	<b>210,000 €</b>	<b>180,000 €</b>	<b>150,000 €</b>	<b>225,000 €</b>
(1) Sur la période concernée, la Société était sous forme de SAS.						
(2) Primes fixées par le Comité des Rémunérations						
(3) Prime due au titre de l'exercice précédent						